

GIP «Justice Coopération Internationale» (JCI)

Mercredi 11 avril 2012

Monsieur le président,

Madame le professeur,

Mesdames et Messieurs les Hauts magistrats,

Monsieur le directeur de l'ENM,

Monsieur le directeur de l'ENAP,

Mesdames et Messieurs les représentants des professions juridiques,

Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi de vous accueillir à la Chancellerie pour l'installation du groupement d'intérêt public « Justice et coopération internationale ». La création de cette structure s'inscrit dans le prolongement de l'engagement du ministère de la justice et des libertés en faveur du renforcement de l'expertise juridique à l'étranger. Il convenait de définir un nouvel opérateur tirant les enseignements de l'expérience initiée, depuis 1998, par l'Agence de coopération juridique internationale (ACOJURIS).

En treize années d'existence, ACOJURIS a remporté de nombreux projets et a réussi à s'imposer dans le milieu des opérateurs de coopération multilatérale. L'association regroupait ainsi la quasi-totalité des professions judiciaires, toutefois, l'essentiel des projets menés presque exclusivement à l'initiative de la Chancellerie et de l'ENM.

Avec le GIP, cette expérience pionnière prend de nouvelles marques et s'inscrit dans une nouvelle ambition celle d'un partenariat élargi.

Je me réjouis qu'après une intense concertation menée avec l'ENM, l'ENAP, les professions, nous soyons parvenus à créer ce GIP et à donner ainsi une nouvelle dimension à l'opérateur du Ministère. La Chancellerie aura ainsi un opérateur de référence pour des projets juridiques riches, qui touchent à la réforme judiciaire, à

l'expertise sur des domaines techniques, qui concernent le rôle et l'importance des professions, ainsi que la gouvernance et l'Etat de droit.

Que le GIP réunisse deux des grandes écoles du ministère (ENM, ENAP), mais aussi les grandes professions juridiques et judiciaires (Chambre nationale des Huissiers de justice, Conseil national des Barreaux, Conseil supérieur du notariat) est un signe d'excellence. Les moyens humains et matériels dédiés à la structure, le partenariat des grands acteurs institutionnels permettront de répondre aux projets multilatéraux et de relever les défis de la coopération juridique internationale. Nous devons mobiliser une nouvelle structure afin de répondre parfaitement aux exigences des bailleurs de fonds internationaux.

Nous sommes aujourd'hui entrés dans un monde multipolaire, fortement concurrentiel. La France a une expertise juridique de premier plan, à la réputation internationale solide, nous devons savoir mieux la valoriser. Pour ce faire, nous devons déployer les moyens les mieux adaptés, qui permettent de mieux porter cette expertise au niveau international. Le GIP « Justice coopération internationale », par sa composition et ses moyens, apporte une réponse pertinente et adaptée à ce défi.

Je suis très attaché au succès de cette entreprise, car il nous appartient de défendre la qualité de notre expertise, de la promouvoir et d'œuvrer ainsi à la diffusion de notre modèle de droit continental. Je sais que, grâce à l'engagement de tous, cette nouvelle structure pourra emporter de nouveaux financements, auprès de la commission européenne ou des autres bailleurs de fonds. C'est ainsi que le GIP pourra grandir, en développant les candidatures aux appels d'offre de la Banque mondiale notamment. Des partenariats plus nombreux doivent être recherchés avec les universités. Agir en commun, tel est l'objectif du GIP. En mobilisant tous les acteurs concernés, nous pourrons pleinement développer les activités de conseil, de recherche, de formation, d'assistance et de coopération technique.

La nomination de M. de BAYNAST à la présidence du GIP est sans nul doute un gage de succès : sa grande expérience à l'international acquise tant à l'ENM qu'au SAEI ou à EUROJUST sera précieuse dans la conduite et la réussite des projets.

Je tiens à saluer l'engagement des professions qui permet de donner sa pleine dimension au GIP. En matière de coopération juridique internationale, l'expérience a

montré l'importance d'unir tous les acteurs. La fédération des énergies et des compétences permettra de donner à cette structure une véritable stature internationale, et d'affirmer notre présence dans un contexte de plus en plus concurrentiel. Je suis très attaché à ce que le GIP ait un rôle prépondérant à l'égard des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, en Afrique, dans le pourtour méditerranéen et en Asie.

Je profite, enfin, de l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée pour encourager les personnels du GIP, je sais leur fierté à participer à cette mission de coopération juridique. Votre implication est évidemment une clé essentielle à la réussite du GIP.

* *

*

Cette structure est un lieu de coopération unique, où s'exprimeront et se construiront les initiatives communes. Je sais que chacun des partenaires engagé donnera leur pleine dimension aux actions de formation et de conseil que mènera le GIP, en apportant votre expertise et votre expérience du terrain, vous permettrez que le GIP puissent développer des projets plus nombreux de coopération. Le ministère de la justice et des libertés encouragent la coopération juridique et judiciaire internationale, notre implication dans ce projet, je sais que vous la ferez vivre avec passion et enthousiasme, car la transmission du savoir, la construction de projets au niveau international ouvrent des perspectives enrichissantes. J'ai profondément confiance dans la capacité du GIP à relever les nouveaux défis de la coopération juridique internationale.